**Ministère de l’Eau et de l’Assainissement BURKINA FASO**

****

 **=-=-=-=-= Unité – Progrès – Justice**

 **Cabinet =-=-=-=-=**

**pLAN D’ACTION DU Programme GOUVERNANCE DU SECTEUR DE l’eau ET DE LASSAINISSEMENT 2016 – 2020**

*[Version définitive]*

 **Novembre 2017**

# SOMMAIRE

[LISTE DES TABLEAUX ii](#_Toc497918252)

[SIGLES ET ABRÉVIATIONS iii](#_Toc497918253)

[INTRODUCTION 1](#_Toc497918254)

[1. CADRES POLITIQUE ET STRATÉGIQUE 4](#_Toc497918255)

[2. BILAN 5](#_Toc497918256)

[3. DESCRIPTION DU PROGRAMME 6](#_Toc497918257)

[4. CADRE LOGIQUE 18](#_Toc497918258)

[5. CHRONOGRAMME DE MISE EN ŒUVRE 20](#_Toc497918259)

[6. ANCRAGE INSTITUTIONNEL 24](#_Toc497918260)

[7. SUIVI/ÉVALUATION 27](#_Toc497918261)

[8. COUT DU PLAN D’ACTION 33](#_Toc497918262)

[9. MODALITES DE FINANCEMENT 40](#_Toc497918263)

[10. HYPOTHESES ET RISQUES DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION 2016 - 2020 41](#_Toc497918264)

# LISTE DES TABLEAUX

[Tableau 1 : Actions et produits attendus 8](#_Toc497918230)

[Tableau 2: Liste des actions et activités 15](#_Toc497918231)

[Tableau 3 : Cadre logique 18](#_Toc497918232)

[Tableau 4: Cartographie administrative du programme 26](#_Toc497918233)

[Tableau 5: Matrice des indicateurs 28](#_Toc497918234)

[Tableau 6 : Coût détaillé des activités de la phase 1 33](#_Toc497918235)

[Tableau 7 : Sources de financement du PGEA sur la période 2016 - 2020 40](#_Toc497918236)

[Tableau 8: Risques, obstacles et mesures d’atténuation 42](#_Toc497918237)

# SIGLES ET ABRÉVIATIONS

|  |  |
| --- | --- |
| A | : Action |
| AEPA | : Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement |
| BPO | : Budget Programme par Objectif |
| CAB | : Cabinet |
| CSD | : Cadre Sectoriel de Dialogue |
| DAD | : Direction des Archives et de la Documentation |
| DAF | : Direction de l’Administration et des Finances :  |
| DAO | : Dossier d’Appel d’Offres |
| DCPM | : Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle |
| DGESS | : Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles  |
| DMP | : Direction des Marchés Publics |
| DRH | : Direction des Ressources Humaines |
| DSI | : Direction des Services Informatiques |
| FCFA | : Franc de la Communauté Financière Africaine |
| Ind. | : Indicateur |
| MEA | : Ministère de l’eau et de l’Assainissement |
| ONG | : Organisations Non Gouvernementales |
| OS | : Objectif Spécifique |
| OSC | : Organisations de la Société Civile |
| P | : Produit |
| PAO | : Plan d’Actions Opérationnel |
| PCD | : Plan Communal de Développement |
| PGEA | : Programme Gouvernance Eau et Assainissement  |
| PPP | : Partenariat public Privé |
| R | : Résultat |
| SCADD | : Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable  |
| SG | : Secrétariat Général |
| TIC | : Technologies de l’information et de la Communication  |

# INTRODUCTION

Pays sahélien connaissant des précipitations insuffisantes et inégalement réparties sur l’ensemble de son territoire, la problématique de l’eau et de l’assainissement demeure un enjeu de développement pour le Burkina Faso. En effet, les ressources en eau mobilisées et les infrastructures d’assainissement restent insuffisantes pour satisfaire les besoins des populations. C’est pourquoi le Gouvernement et ses partenaires au développement ont décidé de placer notamment le domaine de l’eau et de l’assainissement au cœur de leurs interventions ; en témoignent la constitutionnalisation du droit d’accès à l’eau, l’existence d’un Programme présidentiel d’urgence composante « eau-assainissement » (PUCEA) ainsi que l’élaboration d’une Politique National de l’Eau déclinée en cinq (5) programmes opérationnels.

L’objectif général de la politique nationale de l’eau est de : « contribuer au développement durable du pays, en apportant des solutions appropriées aux problèmes liés à l’eau, dans un environnement particulièrement affecté par les changements climatiques et dans le respect d’une gestion intégrée des ressources en eau ». A son objectif spécifique 5, la politique vise à améliorer la gouvernance du secteur de l’eau à travers notamment : (i) le financement durable du secteur de l’eau ; (ii) la promotion de la recherche et le renforcement des capacités des acteurs ; et (iii) la promotion de la coopération régionale en matière d’eau partagée.

Pour son opérationnalisation en ce qui concerne le volet Amélioration de la gouvernance du secteur, le Programme Gouvernance du secteur Eau et Assainissement (PGEA) a été élaboré sous la tutelle du Ministère chargé de l’eau avec une focalisation sur les thématiques suivantes :

* Cadre institutionnel et dispositif de pilotage
* Gestion des ressources financières et matérielles
* Programmation, budgétisation et financement
* Suivi-évaluation
* Législation et réglementation
* Communication
* Ressources humaines et capacités managériales
* Décentralisation et déconcentration
* Contribution du secteur privé
* Contribution des organisations de la société civile
* Prise en compte des droits humains
* Prise en compte du genre

Ainsi, le PGEA désigne la stratégie et les actions pouvant contribuer à la mise en œuvre de la politique nationale de l’eau par l’amélioration des cadres règlementaire et institutionnel, des dispositifs de pilotage et de suivi évaluation du secteur de l’eau et de l’assainissement et d’assurer la prise en compte des aspects transversaux liés aux thématiques précitées. Le PGEA revêt donc un caractère stratégique et transversal par rapport aux quatre autres programmes techniques d’opérationnalisation de la politique nationale de l’eau. A ce titre, le PGEA constituera un facteur d’impulsion de l’ensemble des acteurs du secteur vers plus d’efficacité, d’efficience, de durabilité et d’obligation de rendre compte. Il est prévu que le PGEA soit mis en œuvre de 2016 à 2030 à travers les trois phases opérationnelles suivantes :

* **Phase 1 (2016 – 2020) : Amélioration de l’existant et prospection**
* **Phase 2 (2021 – 2025) : Mise en œuvre des réformes**
* **Phase 3 (2026 – 2030) : Pérennisation des acquis**

C’est dans cadre de la mise en œuvre de la Phase 1 à travers les actions structurant et concourant à l’atteinte de l’objectif stratégique de cette phase que s’inscrit la formulation du présent Plan d’Action Opérationnel 2016-2020. Il est la déclinaison sur cinq ans des actions définies dans le PGEA.

La formulation du présent PAO s’appuiera par conséquent sur le diagnostic autant sous l’angle des performances entre 2005 et 2014, que sous l’angle des enjeux pour la période de 2016 à 2030 de la gouvernance du secteur[[1]](#footnote-1) Eau et Assainissement réalisé en 2015.

# CADRES POLITIQUE ET STRATÉGIQUE

Le Burkina Faso a adopté d’importants documents de politiques et stratégies dans différents secteurs de développement pour orienter les acteurs à moyen et long terme. Certaines de ces politiques et stratégies ont des liens étroits avec le secteur de l’eau.

En matière de gouvernance, Il s’agit notamment de :

* La Politique Nationale de Bonne Gouvernance (PNBG) adoptée en 2005,
* La Politique Nationale de Population (PNP) adoptée en 1991,
* La Politique Nationale Genre (PNG) adoptée en juillet 2009,
* Le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) adopté en août 2016.

En matière d’eau, il y a essentiellement la Politique Nationale de l’Eau (PNE) dont l’objectif stratégique est de contribuer au développement durable du pays, en apportant des solutions appropriées aux problèmes liés à l’eau, dans un environnement particulièrement affecté par les changements climatiques et dans le respect d’une gestion intégrée des ressources en eau.

# BILAN

Le diagnostic de la gouvernance du secteur eau et assainissement (dont une synthèse est présentée en annexe 4), fait apparaitre de nombreux acquis induits par la dynamique de l'approche programmatique du PN-AEPA et du PAGIRE entre 2005 et 2014. Les plus importants sont sans doute l'affirmation du rôle de l'Etat dans la conduite de la politique sectorielle, la mobilisation des PTF pour soutenir les programmes nationaux, et l’intégration progressive des collectivités territoriales, de la société civile et du secteur privé comme parties prenantes stratégiques du secteur.

Au niveau des insuffisances identifiées, l’instabilité institutionnelle au niveau ministériel, l’inadéquation du dispositif institutionnel par rapport à plusieurs fonctions stratégiques du secteur (gestion des investissements, gestion des services, etc.), le faible niveau d'appropriation et d'opérationnalisation des outils de bonne gouvernance (BPO, PCD-AEPA, logiciel de comptabilité analytique, etc.), la faiblesse des capacités des institutions publiques aux niveaux central et déconcentré et au niveau des collectivités territoriales et la forte dépendance du secteur vis-à-vis de l’aide extérieure sont les éléments les plus remarquables. L'une des conséquences a été la faible efficacité du secteur, notamment en milieu rural.

Aux insuffisances institutionnelles, on peut ajouter celles liées à la contribution du secteur privé et de la société civile. Le secteur privé reste faible dans un environnement peu habilitant, tandis que la société civile reste focalisée sur l’appui au développement des services et peu active sur la veille et le contrôle citoyens pour la défense des droits des citoyens. Ainsi, le genre et les droits humains restent peu appropriés au sein du secteur et donc se traduisent très faiblement dans les résultats.

Les nouvelles orientations de la politique de l'eau et les engagements internationaux du Burkina Faso amènent un changement de paradigme pour le post 2015 que le programme gouvernance devra par ailleurs prendre en compte: recherche de l'accès universel aux services d'eau et d'assainissement, passage d'une approche infrastructure à une approche promotion des droits humains relatifs à l'eau, prise en compte des changements climatiques et impératifs d'une gestion durable des ressources en eau, etc.

# DESCRIPTION DU PROGRAMME

* 1. **Objectif stratégique**

L’objectif stratégique du programme est d’améliorer la gouvernance du secteur de l’eau et de l’assainissement.

Le programme contribue à opérationnaliser l’objectif spécifique n°5 de la politique nationale de l’eau.

* 1. **Objectifs spécifiques**

De façon opérationnelle, le PGEA vise à :

* OS1 : Améliorer l’efficacité du pilotage et de la coordination du secteur
* OS2 : Assurer une gestion efficiente, efficace et de qualité des ressources humaines du ministère
* OS3 : Assurer une gestion optimale des ressources financières et matérielles
* OS4 : Assurer une gestion optimale des marchés publics
* OS5 : Améliorer la communication interne et externe du secteur
* OS6 : Améliorer la planification des actions et le suivi évaluation de la performance des programmes et capitalisation des données statistiques du secteur
* OS7 : Assurer la gestion des systèmes d'information, la documentation et les archives du ministère
* OS8 : Assurer une prise en compte effective du genre et des droits humains dans le secteur eau et assainissement
* OS9 : Améliorer l’environnement d’intervention des acteurs du secteur
	1. **Approches stratégiques**

La mise en œuvre du PGEA se basera sur les cinq orientations stratégiques majeures suivantes:

* **Identifier et mettre en œuvre des solutions appropriées pour surmonter les freins et obstacles structurels et procéduriers à l’efficacité** de la mobilisation et de la gestion des financements pour les investissements.
* **Renforcer les fonctions régaliennes de pilotage et de coordination sectoriels** (y compris législation, réglementation, la régulation, le suivi-évaluation sectoriel, pilotage, promotion du Genre et des droits humains, la communication, le développement des RH et capacités managériales).
* **Développer les conditions de la maîtrise d’ouvrage effective aux niveaux communale ou intercommunale**.
* **Développer les conditions pour assurer un financement souverain et durable du secteur** de l’eau par l’accroissement des financements internes innovants.
* **Promouvoir la veille et le contrôle citoyens** pour l’accès universel à l’eau et à l’assainissement.
	1. **Actions et produits attendus**

Les actions relatives à chaque objectif spécifique et leurs produits sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Actions et produits attendus

| **Objectifs opérationnels** | **Action** | **Produits attendus** |
| --- | --- | --- |
| Améliorer l’efficacité du pilotage et de la coordination du secteur  | A1. : Pilotage et coordination des actions du ministère | * P.1.1. : Un audit approfondi du dispositif institutionnel sectoriel est réalisé
* P.1.2. : Les recommandations de l'audit institutionnel sont mises en œuvre et se traduisent par une amélioration significative des performances sectorielles
* P.1.3 : Une cohérence/synergie est assurée dans la conception et la mise en œuvre des programmes de la politique de l'eau
* P.1.4 : La collaboration interministérielle et intra-ministérielle pour une mise en œuvre harmonieuse de la politique de l'eau s'est améliorée
* P.1.5 : Une structure transversale en charge de la coordination des questions législatives et réglementaires est mise en place
* P.1.6 : Les services techniques déconcentrés sont capables d'apporter efficacement un appui-conseil aux collectivités territoriales pour le développement du service public d'eau et d'assainissement
* P.1.7 : Les services techniques déconcentrés (eau, santé, éducation) améliorent la synergie de leurs actions en direction des collectivités territoriales
* P1.8 : Le transfert effectif des compétences et des ressources aux collectivités territoriales est intégralement réalisé en privilégiant l'apprentissage par l'action
* P.1.9 : L'intercommunalité y compris les formes ad ‘hoc/souples de mutualisation des moyens sont activement promues
* P.1.10 : L'allocation/arbitrage des ressources publiques respecte les attributions des collectivités territoriales et fait la promotion des principes de bonne gouvernance
* P1.11 : Les outils et mécanismes de reddition des comptes pour les fonds transférés aux collectivités territoriales sont élaborés et mis en œuvre
 |
| Assurer une gestion efficiente, efficace et de qualité des ressources humaines du ministère | A2 : Gestion des ressources humaines | * P.2.1 : Un plan de développement et de gestion prévisionnelle de ressources humaines des acteurs du secteur de l’eau et de l’assainissement est élaboré et mis en œuvre
* P.2.2. : Un programme pour améliorer les capacités managériales des responsables est élaboré et mis en œuvre
 |
| Assurer une gestion optimale des ressources financières et matérielles | A3 : Gestion des ressources matérielles et financières | * P.3.1. : Une étude sur un mécanisme / dispositif pour la gestion de ressources financières allouées au secteur compatible avec les ambitions de post 2015 (transparence / traçabilité / efficacité / volume des investissements et décentralisation) est réalisée, validée et ses recommandations mises en œuvre
* P.3.2 : Les outils de programmation sont adaptés et opérationnalisés par rapport aux enjeux post 2015 (type de solution technologique, droits humains, espace géographique de programmation)
* P.3.3. : Les capacités des acteurs pour l’opérationnalisation effective du guide du BPO sont renforcées
* P.3.4. : La pleine utilisation de l’outil de comptabilité analytique dans le suivi de l’exécution du BPO est assurée à travers l’amélioration des connaissances des responsables et des partenaires
* P.3.5. : L’exécution budgétaire est améliorée en anticipant la planification (DAO, marchés…) au niveau de la DMP et la DAF
* P.3.6. : La comptabilité matière est en place et opérationnelle dans les structures du secteur
* P.3.7. : Les mécanismes de contrôle interne du ministère en charge de l’eau sont renforcés
 |
| Améliorer la gestion des marchés publics | A4 : Gestion des marchés publics | * .4.1. : Les capacités des acteurs des marchés publics sont renforcées
* P.4.2. : L’exécution des plans de passation des marchés publics est améliorée en anticipant la planification (DAO, marchés…) au niveau de la DMP
 |
| Améliorer la communication interne et externe | A5 : Communication | * P.5.1. : Un plan stratégique de communication est élaboré et mis en œuvre (communication sociale, communication intersectorielle et communication institutionnelle)
* P.5.2. : La DCPM dispose des ressources humaines (effectifs et profils) et des ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de communication (y compris la supervision et l’appui-conseil aux programmes techniques et aux agences de l’eau)
* P5.3. : Le secteur eau et assainissement est officiellement reconnu et maintenu comme une priorité nationale
 |
| Améliorer la planification des actions et le suivi évaluation de la performance du secteur | A6 : Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques  | * P.6.1. : Un manuel de suivi-évaluation intégré des programmes de la politique nationale de l'eau est élaboré
* P.6.2. : Le dispositif de suivi-évaluation de la politique nationale de l'eau est fonctionnel et permet le renseignement des indicateurs retenus y compris les indicateurs d'effet et d'impact ainsi que ceux liés aux aspects transversaux
* P.6.3. : La qualité des indicateurs d'accès à l'eau et à l'assainissement s'améliore progressivement et les méthodes de calcul s'harmonisent avec l'INSD
* P.6.4. : Le potentiel des TIC est exploité pour le suivi et la diffusion des données du secteur
* P.6.5. : La fonctionnalité de la DGESS est renforcée et cette structure est reconnue comme une force de proposition pour l'amélioration de la qualité statistique des indicateurs et du renforcement de l'analyse prospective
* P.6.6. : La politique nationale, les stratégies et instruments sectoriels sont continuellement adaptés en capitalisant les innovations et les leçons tirées de l'expérience
 |
| Assurer la gestion des systèmes d'information, la documentation et les archives du ministère | A7 : Gestion des systèmes d'information, de la documentation et des archives | * P.7.1 : Le MEA dispose d’un schéma informatique directeur
* P.7.2. : Les applications métier du MEA sont développées
* P.7.3. : Toutes les structures du MEA sont connectées au réseau
* P.7.4. : Le plan d’équipement du parc informatique du MEA est élaboré et mis en œuvre
* P.7.5. : L’exploitation est la maintenance du système informatique du MEA sont assurées
* P.7.6. : Les capacités du personnel pour l'usage optimal et sécurisé des TIC sont renforcées,
* P.7.7. : Le MEA dispose d’un réseau d’archivage et de documentation
* P.7.8. : Toute la masse documentaire du MEA en attente est numérisée
* P.7.9. : Le MEA dispose d’outils de gestion des archives
 |
| Assurer une prise en compte effective du genre et des droits humains dans le secteur eau et assainissement | A8 : Renforcement de l’intégration du Genre et des Droits Humains dans le secteur de l’eau | * P.8.1. : Le document de stratégie pour la promotion du Genre et des Droits humains dans le secteur de l’eau est élaboré et mis en œuvre
* P.8.2. : Des actions de veille citoyenne, de contrôle citoyen de l’action publique, d’interpellations des autorités publiques et de revendication sont promues
* P.8.3. : La DGESS dispose des ressources humaines (effectifs et profils) et des ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie Genre et Droits Humains
* P.8.4. : La DRH dispose des outils et moyens pour la promotion du Genre au sein Ministère chargé de l’eau
 |
| Améliorer l’environnement d’intervention des acteurs du secteur | A9 : Promotion du partenariat  | * P.9.1. : Un cadre de dialogue spécifique entre le ministère en charge de l’eau et le secteur privé est établi et fonctionne
* P.9.2. : La procédure d’agrément des bureaux d’études et des entreprises est plus rigoureuse et un mécanisme d’audit / suivi est mis en place
* P.9.3. : Les initiatives des collectifs professionnels du secteur privé sont accompagnées
* P.9.4. : Une étude d’identification des leviers de la promotion du PPP pour le développement des services eau et assainissement est réalisée
* P.9.5. : Les recommandations de l’étude PPP sont mises en œuvre et suivies
* P.9.6. : Une plate-forme OSC-Ministère en charge de l'eau est opérationnelle et efficace
* P.9.7. : Les capacités et compétences nécessaires aux ONG affiliées au Ministère chargé de l’eau et de l’assainissement sont renforcées
* P.9.8. : Les ONG et associations respectent les modalités formelles de collaboration avec les institutions publiques sectorielles (municipalités, directions régionales, directions générales, etc.) et les mécanismes de suivi et contrôle sont mis en œuvre
* P.9.9. : Les ONG et associations affiliées au Ministère chargé de l’eau et de l’assainissement contribuent au développement des services et assurent la veille et le contrôle citoyen et la pression citoyenne sur les autorités publiques (pour le Genre, les Droits humains, la reconnaissance des enjeux du secteur par les autorités politiques, etc.)
* P.9.10 : La matrice d’arbitrage basée sur le nombre de personnes restant sans accès à l’eau et à l’assainissement pour réduire les disparités entre communes est systématiquement appliquée
 |

L’opérationnalisation de la phase 2016 – 2020 sera basée sur un ensemble d’activités cohérentes entre elles dont le but est l’atteinte des résultats sus mentionnés.

Le Tableau présente, pour chacune des actions du Programme opérationnelle 2016-2020, les activités à réaliser.

Tableau 2: Liste des actions et activités

| **Listes des actions et activités de la phase 1**  |
| --- |
| **1** | **Action 1 : Pilotage et coordination des actions du ministère** |
| 1.1 | Réaliser un audit approfondi du dispositif institutionnel sectoriel |
| 1.2 | Mettre en œuvre les recommandations de l’audit du dispositif institutionnel |
| 1.3 | Renforcer les capacités des services techniques déconcentrés pour améliorer leurs prestations d’appui - conseil et suivre l’application des protocoles de collaboration inter services |
| 1.4 | Assurer une tenue régulière des cades de concertation et de pilotage de la politique |
| 1.5 | Assurer la cohérence/synergie des actions des services techniques déconcentrés en direction des collectivités territoriales |
| 1.6 | Réaliser le transfert effectif des compétences et de ressources aux collectivités territoriales |
| 1.7 | Promouvoir l’intercommunalité et les formes ad hoc de mutualisation  |
| 1.8 | Assurer le respect des attributions des collectivités territoriales dans l’allocation et l’arbitrage des ressources publiques |
| 1.9 | Elaborer et mettre en œuvre les mécanismes de reddition des comptes des fonds transférés |
| 1.10 | Renforcer et mettre en œuvre les mécanismes de contrôle interne du ministère en charge de l’eau |
| **2** | **Action 2 : Gestion des ressources humaines** |
| 2.1 | Elaborer et mettre en œuvre le plan de développement et de gestion prévisionnelle des ressources humaines des acteurs du secteur de l’eau et de l’assainissement |
| 2.2 | Elaborer et mettre en œuvre un programme de renforcement des capacités managériales des responsables de l’administration |
| 2.3 | Former les agents du ministère sur le Budget programme |
| **3.** | **Action 3 : Gestion des ressources matérielles et financières** |
| 3.1 | Renforcer les capacités des acteurs pour l'opérationnalisation du guide BPO communal |
| 3.2 | Améliorer les connaissances des responsables et des partenaires pour la pleine utilisation de l’outil de comptabilité analytique dans le suivi de l’exécution du BPO |
| 3.3 | Mettre en œuvre la comptabilité matière |
| 3.4 | Réaliser l’étude sur un nouveau mécanisme pour la gestion de ressources financières allouées au secteur |
| 3.5 | Adapter et opérationnaliser les outils de programmation aux enjeux post 2015 |
| 3.6 | Appliquer systématiquement la matrice d’arbitrage communal sur l’accès aux services |
| 3.7 | Elaborer le budget programme du ministère |
| 3.8 | Apporter un appui-conseil en gestion aux services, programmes et projets du ministère |
| **4.** | **Action 4 : Gestion optimale des marchés**  |
| 4.1 | Superviser/Contrôler l’anticipation de la planification des DAO et marchés publics au niveau de la DMP, de la DAF et des structures techniques afin d’améliorer l’exécution budgétaire des programmes |
| 4.2 | Elaborer les plans de passation des marchés publics (PPM) |
| 4.3 | Mettre en œuvre le PPM |
| **5.**  | **Action 5 : Communication**  |
| 5.1 | Elaborer la stratégie de communication du MEA et son plan d’action |
| 5.2 | Mettre en œuvre le plan d’action de la stratégie |
| **6.** | **Action 6 : Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques** |
| 6.1 | Elaborer le manuel de suivi-évaluation intégré des programmes de la politique nationale de l’eau |
| 6.2 | Mettre en œuvre le suivi-évaluation intégré des programmes de la politique nationale de l’eau |
| 6.3 | Etudier la faisabilité et mettre en œuvre les modalités de valorisation des TIC pour le suivi et la diffusion des données du secteur de l’eau et de l’assainissement |
| 6.4 | Renforcer ou mobiliser les compétences requises (effectifs et profils) au niveau de la DGESS pour les opérations de suivi-évaluation sectoriel |
| 6.5 | Structurer et mettre en œuvre les processus d’amélioration régulière de la politique nationale, des stratégies et instruments du secteur à travers la capitalisation des expériences en collaboration avec tous les professionnels du secteur |
| 6.6 | Assurer la cohérence/synergie de la mise en œuvre des programmes sectoriels |
| 6.7 | Développer et mettre en œuvre les activités pertinentes pour ériger et maintenir l’eau et l’assainissement comme une priorité nationale de développement |
| 6.8 | Organiser deux sessions de formation des points focaux de la DGESS |
| 6.9 | Organiser des journées de programmation du programme pilotage et soutien |
| 6.10 | Elaborer le plan d’action prioritaire année N et N+2 du MEA |
| 6.11 | Elaborer le document de la programmation annuel du MEA |
| 6.12 | Organiser l’assemblée sectorielle des projets et programmes  |
| 6.13 | Assurer la mise en œuvre des recommandations des revues et/ou assemblées sectorielles des projets et programmes |
| 6.14 | Coordonner les actions de coopération dans le secteur et assurer un suivi des accords de coopération |
| 6.15 | Assurer un suivi régulier des projets et programmes |
| 6.16 | Elaborer le Plan Annuel de Performance du MEA |
| 6.17 | Organiser la revue sectorielle des projets et programmes  |
| **7.** | **Action 7 : Gestion des systèmes d'information, de la documentation et des archives** |
| 7.1 | Elaborer le Schéma Directeur Informatique du MEA |
| 7.2 | Conception et développement des applications métier (logiciel/bases de données)  |
| 7.3 | Déployer la connectivité réseau dans les structures du MEA |
| 7.4 | Elaborer et mettre en Œuvre un plan d'équipement du parc informatique du MEA |
| 7.5 | Assurer l'exploitation et la maintenance du système informatique du ministère |
| 7.6 | Renforcer les capacités du personnel pour l'usage optimal et sécurisé des TIC |
| 7.7 | Mettre en place et opérationnaliser un réseau d'archives et de documentation du MEA  |
| 7.8 | Traiter et numériser la masse documentaire en attente  |
| 7.9 | Elaborer et actualiser des outils de gestion des archives du MEA |
| 7.10 | Renforcer la connaissance des agents à travers les formations  |
| 7.11 | Recycler la masse documentaire |
| **8.** | **Action 8 : Renforcement de l’intégration du Genre et des Droits Humains dans le secteur de l’eau** |
| 8.1 | Elaborer et mettre en œuvre la stratégie pour la promotion du Genre et des Droits Humains |
| 8.2 | Former les agents du MEA sur le concept genre et des droits humains et veiller à la prise en compte de ces thématiques dans les stratégies et plans d'actions |
| 8.3 | Mettre à la disposition de la DRH du Ministère chargé de l’eau, les outils et moyens nécessaires à la promotion du Genre dans la gestion et le développement du personnel du ministère. |
| **9.** | **Action 9 : Promotion du partenariat** |
| 9.1 | Etablir et animer un cadre de dialogue spécifique entre le ministère en charge de l’eau et les opérateurs privés du secteur |
| 9.2 | Etablir et appliquer des procédures plus rigoureuses d’agrément des opérateurs privés assorti d’un mécanisme de suivi et d’audit régulier |
| 9.3 | Développer et mettre en œuvre des mécanismes d’appui aux initiatives de+B95s collectifs d’opérateurs privés du secteur visant leur structuration et l’amélioration de leurs performances |
| 9.4 | Réaliser l’étude pour identifier les leviers de promotion du PPP |
| 9.5 | Mettre en œuvre les recommandations de l’étude sur les leviers de promotion du PPP |
| 9.6 | Etablir et animer une plateforme de concertation et d’échange entre le Ministère chargé de l’eau et les OSC du secteur |
| 9.7 | Elaborer et mettre en œuvre les mécanismes pour le renforcement des capacités des ONG affiliées au ministère en charge de l’eau |
| 9.8 | Elaborer et contrôler le respect des modalités et procédures de collaboration entre les OSC et les institutions publiques sectorielles |
| 9.9 | Elaborer et mettre en œuvre les mécanismes de financement des OSC pour le développement des services et la veille et le contrôle citoyens |

# CADRE LOGIQUE

La logique d’intervention de la première phase du PGEA est donnée dans le tableau ci-après.

Tableau 3 : Cadre logique

| **Logique d’intervention** | **Indicateurs objectivement vérifiables** | **Source/Moyens de vérification** | **Hypothèses/Risques** |
| --- | --- | --- | --- |
| Objectif stratégique: Renforcer les capacités stratégiques et opérationnelles du ministère | Indicateur : Nombre d’emplois générés par le service public d’eau et d’assainissement | Rapports d'évaluation |  |
| Objectif opérationnel 1: Améliorer l’efficacité du pilotage et de la coordination du secteur | Indicateur 1 : Proportion des cadres de concertation tenus dans les délaisIndicateur 2 : Taux de mise en œuvre des recommandations issues des cadres de concertation | Rapports bilan et de performance | Disponibilité des acteurs |
| Objectif opérationnel 2 : Assurer une gestion efficiente, efficace et de qualité des ressources humaines du ministère | Indicateur 1 : Taux de satisfaction des besoins en personnel des programmes | Rapports bilan et de performance | Qualité des dossiers de dépenses  |
| Objectif opérationnel 3 : Assurer une gestion optimale des ressources financières et matérielles | Indicateur 1 : Taux d’exécution du budget | Rapport d'activités de la structure | Maîtrise des différentes procédures de la dépense |
| Objectif opérationnel 4 : Assurer une gestion optimale des marchés publics | Indicateur 1 : Taux d’exécution du Plan de passation des marchés (PPM) | Rapport d'activités de la structure |  |
| Objectif opérationnel 5 : Améliorer la communication interne et externe du secteur | Indicateur 1 : Taux de couverture médiatique des activitésIndicateur 2 : Proportion d’outils produits et diffusés | Rapport d'activités de la structure | Disponibilité d’un site web et à jour |
| Objectif opérationnel 6 : Améliorer la planification des actions et le suivi évaluation de la performance des programmes et capitalisation des données statistiques du secteur | Indicateur 1 : Proportion de rapports de performance élaborés dans les délaisIndicateur 2 : Taux global de réalisation des résultats attendus du programme | Rapport d'activités de la structure | Disponibilité d’un système de suivi-évaluation |
| Objectif opérationnel 7 : Assurer la gestion des systèmes d'information, la documentation et les archives du ministère | Indicateur 1 : taux de satisfaction de la qualité du service InformatiqueIndicateur 2 : taux de satisfaction de la gestion de la documentation et les archives du ministère | Rapport d'activités de la structure |  |
| Objectif opérationnel 8 : Assurer une prise en compte effective du genre et des droits humains dans le secteur eau et assainissement | Indicateur : Taux de participation des femmes, hommes, jeunes et personnes âgées aux rencontres statutaires du secteur de l’Eau et de l’Assainissement, | Rapports bilan et de performance |  |
| Objectif spécifique 9 : Améliorer l’environnement d’intervention des acteurs du secteur | Indicateur 1 : Proportion des communes couvertes par un PPP pour le développement des services d’AEPA | Rapports bilan et de performance |  |

# CHRONOGRAMME DE MISE EN ŒUVRE

Le chronogramme de mise en œuvre des activités 2016 – 2020 du programme est présenté comme suit. Il fait ressortir les budgets par année des différentes activités.

| **N°** | **Programme/Actions/Activités** | **Programmation physique** |
| --- | --- | --- |
| **2016** | **2017** | **2018** | **2019** | **2020** |
| **1** | **Action 1 : Pilotage et coordination des actions du ministère** |  |  |  |  |  |
| 1.1 | Réaliser un audit approfondi du dispositif institutionnel sectoriel |   |   | X |   |   |
| 1.2 | Mettre en œuvre les recommandations de l’audit du dispositif institutionnel |   |   | X | X | X |
| 1.3 | Renforcer les capacités des services techniques déconcentrés pour améliorer leurs prestations d’appui - conseil et suivre l’application des protocoles de collaboration inter services | X | X | X | X | X |
| 1.4 | Assurer une tenue régulière des cades de concertation et de pilotage de la politique | X | X | X | X | X |
| 1.5 | Assurer la cohérence/synergie des actions des services techniques déconcentrés en direction des collectivités territoriales |   | X | X |   |   |
| 1.6 | Réaliser le transfert effectif des compétences et de ressources aux collectivités territoriales | X | X | X | X | X |
| 1.7 | Promouvoir l’intercommunalité et les formes ad hoc de mutualisation  | X |   | X | X | X |
| 1.8 | Assurer le respect des attributions des collectivités territoriales dans l’allocation et l’arbitrage des ressources publiques | X | X | X |   |   |
| 1.9 | Elaborer et mettre en œuvre les mécanismes de reddition des comptes des fonds transférés | X |   |   |   |   |
| 1.10 | Renforcer et mettre en œuvre les mécanismes de contrôle interne du ministère en charge de l’eau | X | X | X | X | X |
| **2** | **Action 2 : Gestion des ressources humaines** |  |  |  |  |  |
| 2.1 | Elaborer et mettre en œuvre le plan de développement et de gestion prévisionnelle des ressources humaines des acteurs du secteur de l’eau et de l’assainissement |   | X | X | X | X |
| 2.2 | Elaborer et mettre en œuvre un programme de renforcement des capacités managériales des responsables de l’administration |   | X | X | X | X |
| 2.3 | Former les agents du ministère sur le Budget programme |   | X | X | X | X |
| **3.** | **Action 3 : Gestion des ressources matérielles et financières** |   |   |   |   |   |
| 3.1 | Renforcer les capacités des acteurs pour l'opérationnalisation du guide BPO communal | X | X | X | X | X |
| 3.2 | Améliorer les connaissances des responsables et des partenaires pour la pleine utilisation de l’outil de comptabilité analytique dans le suivi de l’exécution du BPO | X | X | X | X | X |
| 3.3 | Mettre en œuvre la comptabilité matière |   | X | X | X | X |
| 3.4 | Réaliser l’étude sur un nouveau mécanisme pour la gestion de ressources financières allouées au secteur | X | X | X | X |   |
| 3.5 | Adapter et opérationnaliser les outils de programmation aux enjeux post 2015 | X |   |   |   |   |
| 3.6 | Appliquer systématiquement la matrice d’arbitrage communal sur l’accès aux services | X | X | X | X | X |
| 3.7 | Elaborer le budget programme du ministère | X | X | X | X | X |
| 3.8 | Apporter un appui-conseil en gestion aux services, programmes et projets du ministère |   | X | X | X | X |
| **4.** | **Action 4 : Gestion optimale des marchés**  |  |  |  |  |  |
| 4.1 | Superviser/Contrôler l’anticipation de la planification des DAO et marchés publics au niveau de la DMP, de la DAF et des structures techniques afin d’améliorer l’exécution budgétaire des programmes | X | X | X | X | X |
| 4.2 | Elaborer les plans de passation des marchés publics (PPM) | x | x | x | x | x |
| 4.3 | Mettre en œuvre le PPM | x | x | x | x | x |
| **5.**  | **Action 5 : Communication**  |  |  |  |  |  |
| 5.1 | Elaborer la stratégie de communication du MEA et son plan d’action |   | X | X |   |   |
| 5.2 | Mettre en œuvre le plan d’action de la stratégie |   |   | X | X | X |
| 6. | **Action 6 : Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques** |   |   |   |   |   |
| 6.1 | Elaborer le manuel de suivi-évaluation intégré des programmes de la politique nationale de l’eau | X |   |   |   |   |
| 6.2 | Mettre en œuvre le suivi-évaluation intégré des programmes de la politique nationale de l’eau | X |   |   |   |   |
| 6.3 | Etudier la faisabilité et mettre en œuvre les modalités de valorisation des TIC pour le suivi et la diffusion des données du secteur de l’eau et de l’assainissement |   | X | X | X | X |
| 6.4 | Renforcer ou mobiliser les compétences requises (effectifs et profils) au niveau de la DGESS pour les opérations de suivi-évaluation sectoriel | X | X | X | X | X |
| 6.5 | Structurer et mettre en œuvre les processus d’amélioration régulière de la politique nationale, des stratégies et instruments du secteur à travers la capitalisation des expériences en collaboration avec tous les professionnels du secteur | X | X | X | X | X |
| 6.6 | Assurer la cohérence/synergie de la mise en œuvre des programmes sectoriels | X | X | X | X | X |
| 6.7 | Développer et mettre en œuvre les activités pertinentes pour ériger et maintenir l’eau et l’assainissement comme une priorité nationale de développement |   | X | X | X | X |
| 6.8 | Organiser deux sessions de formation des points focaux de la DGESS | X | X | X | X | X |
| 6.9 | Organiser des journées de programmation du programme pilotage et soutien | X | X | X | X | X |
| 6.10 | Elaborer le plan d’action prioritaire année N et N+2 du MEA | X | X | X | X | X |
| 6.11 | Elaborer le document de la programmation annuel du MEA | X | X | X | X | X |
| 6.12 | Organiser l’assemblée sectorielle des projets et programmes  |   | X |   | X |   |
| 6.13 | Assurer la mise en œuvre des recommandations des revues et/ou assemblées sectorielles des projets et programmes |   |   | X | X | X |
| 6.14 | Coordonner les actions de coopération dans le secteur et assurer un suivi des accords de coopération |   |   | X | X | X |
| 6.15 | Assurer un suivi régulier des projets et programmes |   |   | X | X | X |
| 6.16 | Elaborer le Plan Annuel de Performance du MEA | X | X | X | X | X |
| 6.17 | Organiser la revue sectorielle des projets et programmes  |   | X | X |   | X |
| **7.** | **Action 7 : Gestion des systèmes d'information, de la documentation et des archives** |   |   |   |   |   |
| 7.1 | Elaborer le Schéma Directeur Informatique du MEA | X |   |   |   |   |
| 7.2 | Conception et développement des applications métier (logiciel/bases de données)  |   | X | X | X | X |
| 7.3 | Déployer la connectivité réseau dans les structures du MEA |   | X | X | X | X |
| 7.4 | Elaborer et mettre en Œuvre un plan d'équipement du parc informatique du MEA |   | X | X | X | X |
| 7.5 | Assurer l'exploitation et la maintenance du système informatique du ministère |   | X | X | X | X |
| 7.6 | Renforcer les capacités du personnel pour l'usage optimal et sécurisé des TIC |   | X | X | X | X |
| 7.7 | Mettre en place et opérationnaliser un réseau d'archives et de documentation du MEA  |   | X | X | X | X |
| 7.8 | Traiter et numériser la masse documentaire en attente  |   |   | X | X | X |
| 7.9 | Elaborer et actualiser des outils de gestion des archives du MEA |   |   | X | X | X |
| 7.10 | Renforcer la connaissance des agents à travers les formations  |   |   | X | X | X |
| 7.11 | Recycler la masse documentaire |   |   | X | X | X |
| **8.** | **Action 8 : Renforcement de l’intégration du Genre et des Droits Humains dans le secteur de l’eau** |  |  |  |  |  |
| 8.1 | Elaborer et mettre en œuvre la stratégie pour la promotion du Genre et des Droits Humains | X | X | X | X | X |
| 8.2 | Former les agents du MEA sur le concept genre et des droits humains et veiller à la prise en compte de ces thématiques dans les stratégies et plans d'actions | X | X | X | X | X |
| 8.3 | Mettre à la disposition de la DRH du Ministère chargé de l’eau, les outils et moyens nécessaires à la promotion du Genre dans la gestion et le développement du personnel du ministère. |   | X |   |   |   |
| **9.** | **Action 9 : Promotion du partenariat** |  |  |  |  |  |
| 9.1 | Etablir et animer un cadre de dialogue spécifique entre le ministère en charge de l’eau et les opérateurs privés du secteur | X | X | X | X | X |
| 9.2 | Etablir et appliquer des procédures plus rigoureuses d’agrément des opérateurs privés assorti d’un mécanisme de suivi et d’audit régulier | X | X | X |   | X |
| 9.3 | Développer et mettre en œuvre des mécanismes d’appui aux initiatives de+B95s collectifs d’opérateurs privés du secteur visant leur structuration et l’amélioration de leurs performances | X | X | X | X | X |
| 9.4 | Réaliser l’étude pour identifier les leviers de promotion du PPP |   | X |   |   |   |
| 9.5 | Mettre en œuvre les recommandations de l’étude sur les leviers de promotion du PPP | X | X |   | X | X |
| 9.6 | Etablir et animer une plateforme de concertation et d’échange entre le Ministère chargé de l’eau et les OSC du secteur | X | X | X | X | X |
| 9.7 | Elaborer et mettre en œuvre les mécanismes pour le renforcement des capacités des ONG affiliées au ministère en charge de l’eau | X | X | X | X | X |
| 9.8 | Elaborer et contrôler le respect des modalités et procédures de collaboration entre les OSC et les institutions publiques sectorielles | X | X | X | X | X |
| 9.9 | Elaborer et mettre en œuvre les mécanismes de financement des OSC pour le développement des services et la veille et le contrôle citoyens | X | X | X | X | X |

# ANCRAGE INSTITUTIONNEL

## Cadre institutionnel de pilotage et de mise en œuvre

Le PGEA sera exécuté sous la tutelle technique et administrative du Ministère chargé de l’eau et sous la tutelle financière du Ministère chargé des finances. Au sein du ministère chargé de l’eau, le PGEA va démarrer en s’appuyant sur les structures existantes au niveau central et au niveau déconcentré. Conformément aux activités prévues pour la phase 1 du programme, d’importantes réformes institutionnelles sont attendues en vue d’améliorer l’efficacité du secteur. La mise en œuvre et le pilotage du PGEA seront donc adaptés à la nouvelle configuration institutionnelle issue de ces réformes. Dans tous les cas, le cadre institutionnel permettra d’assurer d’une part l’appropriation et la mise en œuvre efficace du programme par les services de l’Etat dans le cadre de leurs missions régaliennes, et d’autre part, d’assurer les contributions efficaces des collectivités territoriales, du secteur privé et de la société civile dans leurs rôles respectifs.

Pour sa mise en œuvre, le programme s’appuiera sur la description des responsabilités opérationnelles des différents acteurs concernés au sein du ministère chargé de l’eau et sur le dispositif et les procédures de suivi-évaluation qui sont prévus.

Ainsi le pilotage et la coordination du PGEA seront fondés au moins pour la première phase sur le schéma ci-après :

* Au niveau national un Comité National de Pilotage. Le pilotage du programme gouvernance doit se concevoir dans un cadre global du pilotage des programmes de la politique de l'eau pour des raisons évidentes de synergie et d'efficacité. **Il est prévu un comité de pilotage conjoint pour le programme Gouvernance, le programme Eau Potable et le programme Assainissement des Eaux Usées et Excréta.** Ce comité sera présidé par le Secrétaire Général du Ministère en charge de l'Eau. Les sessions de ce comité de pilotage conjoint seront précédées par des rencontres techniques préliminaires sur chaque programme.
* Au niveau régional, il sera établi un **comité régional de pilotage** conjoint des trois programmes dont le PGEA. Les **directions régionales en charge de l’eau assurent la coordination et la gestion du programme** dans chaque région.
* Au niveau communal, le dispositif des Cadres Communaux de coordination de l'eau et de l'assainissement sera soutenu.

Les comités de pilotage permettront d’impliquer à l’échelle nationale et régionale, les différentes parties prenantes stratégiques de la mise en œuvre des programmes :

* Les autres ministères concernés
* Les collectivités territoriales
* Les organisations de la société civile (ONG et associations)
* Les opérateurs privés
* Les partenaires techniques et financiers
* Les usagers

Les attributions, la composition et le fonctionnement du Comité National de Pilotage et du Comité Régional de Pilotage seront précisés par arrêté conjoint des ministres chargés de l’eau, des finances et de l’administration du territoire.

Le comité de pilotage sera chapeauté au niveau sectoriel par le Cadre Sectoriel de Dialogue ou tout dispositif similaire mis en place dans le cadre du suivi de la Stratégie Nationale de Développement (actuelle SCADD). Cette instance présidée par le Ministre en charge de l'Eau examinera semestriellement la matrice de performance sectorielle et en actualisera les cibles annuelles. Dans ce schéma les sessions du comité de pilotage doivent servir de cadre à la préparation des CSD et à l'approfondissement des questions stratégiques liées au développement du secteur.

Afin de favoriser le dialogue bilatéral entre l'Etat et ses partenaires, un cadre partenarial Etat-PTF sera mis en place et traitera les questions stratégiques d'intérêt pour les deux parties. Dans le même esprit, deux autres plateformes de dialogue seront mis en place : une avec le secteur privé et une autre avec la société civile.

Les coûts de fonctionnement de toutes ces instances sont budgétisés dans le programme.

## Responsabilité des acteurs

Le cadre institutionnel de mise en œuvre du présent PAO s’appuiera sur celui du PGEA et fera l’objet de textes réglementaires spécifiques et sera évolutif comme indiqué ci-dessus.

La coordination de la mise en œuvre opérationnelle du PAO sera assurée par la DGESS.

Le partage des responsabilités au sein du Ministère en charge de l'eau pour les différentes activités du plan respectera le mandat régalien de chaque structure. Une première indication en est donnée dans les fiches d'actions jointes en annexe du PGEA.

Bien qu'elles soient particulièrement concernées par l'action "renforcement de la mise en œuvre de la décentralisation et la déconcentration", les collectivités territoriales ont un positionnement transversal dans le dispositif du programme. Leurs activités ainsi que les appuis qu'elles recevront doivent concourir à la bonne gouvernance locale du service public de l'eau et de l'assainissement.

La société civile jouera principalement un rôle dans la promotion du contrôle et de la veille citoyenne en vue d'une amélioration significative de la gouvernance sectorielle. Le programme prévoit un soutien à leurs initiatives dans ce domaine.

Le secteur privé sera sollicité comme prestataire de services dans la mise en œuvre des activités du programme. Le programme prévoit par ailleurs des actions visant à favoriser sa participation dans le financement du secteur à travers des dispositifs de PPP.

En plus de contribuer au financement du programme, les PTF participeront à la réflexion stratégique sur les différents volets du programme dans le cadre du dialogue politique avec le gouvernement.

Tableau 4: Cartographie administrative du programme

| **N°** | **Actions** | **Structures responsables** |
| --- | --- | --- |
|  | Action 1 : Pilotage et coordination des actions du ministère | CABSG |
|  | Action 2 : Gestion des ressources humaines | DRH |
|  | Action 3 : Gestion des ressources matérielles et financières | DAF |
|  | Action 4 : Gestion optimale des marchés | DMP |
|  | Action 5 : Communication | DCPM |
|  | Action 6 : Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques | DGESS |
|  | Action 7 : Gestion des systèmes d'information, de la documentation et des archives | DSIDAD |
|  | Action 8 : Renforcement de l’intégration du Genre et des Droits Humains dans le secteur de l’eau | DGESS |
|  | Action 9 : Promotion du partenariat | SGDGESS |

# SUIVI/ÉVALUATION

## Dispositif et procédures de suivi-évaluation

Pour sa mise en œuvre, le PAO 2016-2020 sera doté d’un outil de suivi-évaluation des performances du programme. Dans le cadre de l’Action A7, il est prévu la réalisation d’un manuel de suivi-évaluation intégré des programmes de la politique nationale de l’eau. Ce manuel a pour objectif d’harmoniser et de garantir la cohérence d’ensemble du suivi-évaluation des programmes du secteur, y compris le suivi-évaluation du PGEA. Ce manuel déterminera en définitive, les indicateurs, les méthodes de calcul, les modalités d’exploitation et de diffusion de ces données. C’est donc sur la base de ce manuel que sera établie la structuration finale du suivi-évaluation du PGEA Phase 1.

## Matrice des indicateurs de performance

Le PGEA dispose d’un ensemble d’indicateurs décrits dans la matrice de performance ci-après. Le présent PAO s’appuiera sur cet ensemble afin de faire ressortir les performances atteintes par la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre de la Phase 1 du PGEA.

Tableau 5: Matrice des indicateurs

| Indicateurs d’impact | Type | Mode de calcul | Unité | Valeur en 2016 | valeur cible en 2030 | Mode de collecte des données | Niveau de désagrégation si possible | Fréquence | Sources de vérification | Structure responsable |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Objectif stratégique: Renforcer les capacités stratégiques et opérationnelles du ministère |
| Indicateur N°1 : Nombre d’emplois générés par le service public d’eau et d’assainissement | Impact | Décompte du nombre total d'emplois permanents ou temporaires, lié à la réalisation, à l'exploitation et la maintenance des ouvrages d’AEP ou d’AEUE, et des activités entrant dans le cadre de la gouvernance du secteur. | Nbre | A déterminer |  | Exploitation des rapports de performances de différents programmes de la politique sectorielle | NationalRégionalProgramme | A mi-parcours et à la fin de chaque phase | Rapports d'évaluation | DGESS |
| Objectif opérationnel 1: Améliorer l’efficacité du pilotage et de la coordination du secteur |
| Indicateur 1 : Proportion des cadres de concertation tenus dans les délais |  | Numérateur: Nombre de cadre de concertation tenus dans les délais Dénominateur : Nombre de cadre de concertation)\*100 | % | A renseigner | 100% | Exploitation des rapports | Régional national | Annuel | Rapports bilan et de performance | SG |
| Indicateur 2 : Taux de mise en œuvre des recommandations issues des cadres de concertation |  | Numérateur : Nombre de recommandations mises en œuvreDénominateur : Nombre total de recommandations)\*100 | % | A renseigner | 100% | Exploitation des rapports | Régional national | Annuel | Rapports bilan et de performance | SG |
| Objectif opérationnel 2 : Assurer une gestion efficiente, efficace et de qualité des ressources humaines du ministère |
| Indicateur 1 : Taux de satisfaction des besoins en personnel des programmes | Résultat | Numérateur : Besoins satisfaitsDénominateurs besoins exprimés | % | A déterminer | 100% | Exploitation des rapports de DRH | NationalRégionalProgramme | Annuel | Rapport d'activités de la structure | DRH |
| Objectif opérationnel 3 : Assurer une gestion optimale des ressources financières et matérielles |
| Indicateur 1 : Taux d’exécution du budget | Résultat | Numérateur : Montant liquidé Dénominateur Dotation définitive | % | A déterminer | 100% | Exploitation des rapports de de DAF | National Régional | Annuel | Rapport d'activités de la structure | DAF |
| Objectif opérationnel 4 : Assurer une gestion optimale des marchés publics |
| Indicateur 1 : Taux d’exécution du Plan de passation des marchés (PPM) | Résultat | Numérateur : Nombre de dossiers d’appel à concurrence passésDénominateur : Nombre prévisionnel de dossiers d’appel à concurrence | % | A déterminer | 100% | Exploitation des rapports de DMP | National Régional | Annuel | Rapport d'activités de la structure | DMP |
| Objectif opérationnel 5 : Améliorer la communication interne et externe du secteur  |
| Indicateur 1 : Taux de couverture médiatique des activités | Résultat | Dénominateur : Nombre d’activités couvertesNumérateur : Nombre total d’activités programmées | % | A déterminer | 100% | Exploitation des rapports d'activités de la DCPM | National | Annuel | Rapport d'activités de la structure | DCPM |
| Indicateur 2 : Proportion d’outils produits et diffusés | Résultat | Dénominateur : Nombre d’outils produits et diffusésNumérateur : Nombre total prévus  | % | A déterminer - | 100% | Exploitation des rapports d'activités de la DCPM | National | Annuel | Rapport d'activités de la structure | DCPM |
| **Objectif opérationnel 6 : Améliorer la planification des actions et le suivi évaluation de la performance des programmes et capitalisation des données statistiques du secteur** |
| Indicateur 1 : Proportion de rapports de performance élaborés dans les délais | Résultat | Numérateur : Nombre de rapports produits Dénominateur : (Nombre de rapports prévus)\*100 | % | A déterminer | 100% | Exploitation des rapports de mise en œuvre des programmes | National | Annuel | National | DGESS |
| Indicateur 2 : Taux global de réalisation des résultats attendus du programme |  | Numérateur : Score total attribué aux résultatsDénominateur Score total des résultats attendus)\*100 | % | A renseigner | 100% | Exploitation des rapports | National | Annuel | Rapports bilan et de performance | DGESS |
| **Objectif opérationnel 7 : Assurer la gestion des systèmes d'information, la documentation et les archives du ministère** |
| Indicateur 1 : taux de satisfaction de la qualité du serviceinformatique | Résultat | Numérateur : Score attribué aux utilisateurs satisfaits de la qualité du service informatiqueDénominateur : Nbre total d’utilisateurs des services informatiques | % | A déterminer | 100% | Exploitation des rapports d'activités de la DSI | National  | Annuel  | Rapport d'activités de la structure | **DSI** |
| Indicateur 2 : taux de satisfaction de la gestion de ladocumentation et les archives du ministère | Résultat | Numérateur : Score total attribué aux utilisateurs satisfaits de la gestion des archives et de la documentation Dénominateur : Nombre total d'utilisateurs  | % | A déterminer  | 100% | Exploitation des rapports d'activités de la DAD | National  | Annuel | Rapport d'activités de la structure | **DAD** |
| Objectif opérationnel 8 : Assurer une prise en compte effective du genre et des droits humains dans le secteur eau et assainissement |
| Indicateur : Taux de participation des femmes, hommes, jeunes et personnes âgées aux rencontres statutaires du secteur de l’Eau et de l’Assainissement, | Effet | Numérateur : le nombre total de présents du Genre (hommes, jeunes, femmes et personnes âgées à la rencontre statutaireDénominateur : Le nombre total de participants à l’ensemble des rencontres statutaires du secteur de l’eau et de l’assainissement | % | A déterminer | 100% | Exploitation des rapports | National | Annuel | Rapports bilan et de performance | DGESS |
| Objectif spécifique 9 : Améliorer l’environnement d’intervention des acteurs du secteur |
| Indicateur 1 : Proportion des communes couvertes par un PPP pour le développement des services d’AEPA | Résultat | Numérateur : Nombre de communes couvertes par un PPP (selon définition de la nature et de l’importance des PPP) Dénominateur : Nombre total de communes | % | A déterminer | 30% | Exploitation des rapports de mise en œuvre des programmes | National | Annuel | Rapports de mise en œuvre des programmes | DGESS |

# COUT DU PLAN D’ACTION

Le coût du plan d’actions 2016 – 2020 s’élève 26 441 700 000 FCFA reparti comme suit :

* Action 1 : Pilotage et coordination des actions du ministère : 8 223 100 000 F CFA ;
* Action 2 : Gestion des ressources humaines : 1 814 400 F CFA ;
* Action 3 : Gestion des ressources matérielles et financières : 734 350 000 F CFA ;
* Action 4 : Gestion optimale des marchés : 79 700 000 F CFA ;
* Action 5 : Communication : 220 000 000 F CFA ;
* Action 6 : Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques : 6 662 250 000 F CFA ;
* Action 7 : Gestion des systèmes d'information, de la documentation et des archives : 2 860 000 F CFA ;
* Action 8 : Renforcement de l’intégration du Genre et des Droits Humains dans le secteur de l’eau : 844 500 000 F CFA ;
* Action 9 : Promotion du partenariat : 5 003 400 000 F CFA.

Le budget détaillé par activité est présenté dans le tableau ci – après :

Tableau 6 : Coût détaillé des activités de la phase 1

| **N°** | **Programme/Actions/Activités** | **Programmation financière en milliers F CFA** | **Total** |
| --- | --- | --- | --- |
| **2016** | **2017** | **2018** | **2019** | **2020** |
| **1** | **Action 1 : Pilotage et coordination des actions du ministère** | **3 493 800** | **1 204 300** | **1 327 000** | **1 224 000** | **974 000** | **8 223 100** |
| 1.1 | Réaliser un audit approfondi du dispositif institutionnel sectoriel | - | 252 600 | - | - | - | **252 600** |
| 1.2 | Mettre en œuvre les recommandations de l’audit du dispositif institutionnel | - | - | 120 600 | 484 000 | 384 000 | **988 600** |
| 1.3 | Renforcer les capacités des services techniques déconcentrés pour améliorer leurs prestations d’appui - conseil et suivre l’application des protocoles de collaboration inter services | 858 000 | 130 000 | 130 000 | 130 000 | 130 000 | **1 378 000** |
| 1.4 | Assurer une tenue régulière des cades de concertation et de pilotage de la politique | 60 000 | 60 000 | 60 000 | 60 000 | 60 000 | **300 000** |
| 1.5 | Assurer la cohérence/synergie des actions des services techniques déconcentrés en direction des collectivités territoriales | - | 85 300 | - | - | - | **85 300** |
| 1.6 | Réaliser le transfert effectif des compétences et de ressources aux collectivités territoriales | 1 500 000 | 600 000 | 600 000 | 450 000 | 300 000 | **3 450 000** |
| 1.7 | Promouvoir l’intercommunalité et les formes ad hoc de mutualisation  | 350 000 | - | 340 000 | 70 000 | 70 000 | **830 000** |
| 1.8 | Assurer le respect des attributions des collectivités territoriales dans l’allocation et l’arbitrage des ressources publiques | 424 400 | 26 400 | 26 400 | - | - | **477 200** |
| 1.9 | Elaborer et mettre en œuvre les mécanismes de reddition des comptes des fonds transférés | 172 600 | - | - | - | - | **172 600** |
| 1.10 | Renforcer et mettre en œuvre les mécanismes de contrôle interne du ministère en charge de l’eau | 128 800 | 50 000 | 50 000 | 30 000 | 30 000 | **288 800** |
| **2** | **Action 2 : Gestion des ressources humaines** | **0** | **262 400** | **542 000** | **515 000** | **495 000** | **1 814 400** |
| 2.1 | Elaborer et mettre en œuvre le plan de développement et de gestion prévisionnelle des ressources humaines des acteurs du secteur de l’eau et de l’assainissement | - | 201 000 | 457 000 | 430 000 | 405 000 | **1 493 000** |
| 2.2 | Elaborer et mettre en œuvre un programme de renforcement des capacités managériales des responsables de l’administration | - | 26 400 | 45 000 | 45 000 | 45 000 | **161 400** |
| 2.3 | Former les agents du ministère sur le Budget programme | 0 | 35 000 | 40 000 | 40 000 | 45 000 | **160 000** |
| **3.** | **Action 3 : Gestion des ressources matérielles et financières** | **147 350** | **173 000** | **158 000** | **158 000** | **98 000** | **734 350** |
| 3.1 | Renforcer les capacités des acteurs pour l'opérationnalisation du guide BPO communal | 33 100 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | **153 100** |
| 3.2 | Améliorer les connaissances des responsables et des partenaires pour la pleine utilisation de l’outil de comptabilité analytique dans le suivi de l’exécution du BPO | *52 800* | *20 000* | *20 000* | *20 000* | *20 000* | **132 800** |
| 3.3 | Mettre en œuvre la comptabilité matière | 0 | 45 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | **135 000** |
| 3.4 | Réaliser l’étude sur un nouveau mécanisme pour la gestion de ressources financières allouées au secteur | 0 | 60 000 | 60 000 | 60 000 | - | **180 000** |
| 3.5 | Adapter et opérationnaliser les outils de programmation aux enjeux post 2015 | 46 450 | - | - | - | - | **46 450** |
| 3.6 | Appliquer systématiquement la matrice d’arbitrage communal sur l’accès aux services | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | **25 000** |
| 3.7 | Elaborer le budget programme du ministère | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | **50 000** |
| 3.8 | Apporter un appui-conseil en gestion aux services, programmes et projets du ministère | 0 | 3 000 | 3 000 | 3 000 | 3 000 | **12 000** |
| **4.** | **Action 4 : Gestion optimale des marchés**  |  **23 700**  |  **14 000**  |  **14 000**  |  **14 000**  |  **14 000**  |  **79 700**  |
| 4.1 | Superviser/Contrôler l’anticipation de la planification des DAO et marchés publics au niveau de la DMP, de la DAF et des structures techniques afin d’améliorer l’exécution budgétaire des programmes | 15700 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | **39 700** |
| 4.2 | Elaborer les plans de passation des marchés publics (PPM) |  5 000  |  5 000  |  5 000  |  5 000  |  5 000  | **25 000** |
| 4.3 | Mettre en œuvre le PPM |  3 000  |  3 000  |  3 000  |  3 000  |  3 000  | **15 000** |
| **5.**  | **Action 5 : Communication**  | **0** | **53 000** | **59 000** | **55 000** | **53 000** | **220 000** |
| 5.1 | Elaborer la stratégie de communication du MEA et son plan d’action |   | 53 000 | - | - | - | **53 000** |
| 5.2 | Mettre en œuvre le plan d’action de la stratégie | - | - | 59 000 | 55 000 | 53 000 | **167 000** |
| 6. | **Action 6 : Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques** | **1 571 500** | **1 074 000** | **1 414 750** | **951 000** | **1 651 000** | **6 662 250** |
| 6.1 | Elaborer le manuel de suivi-évaluation intégré des programmes de la politique nationale de l’eau | 230 700 | - | - | - | - | **230 700** |
| 6.2 | Mettre en œuvre le suivi-évaluation intégré des programmes de la politique nationale de l’eau | 500 000 | - | - | - | 500 000 | **1 000 000** |
| 6.3 | Etudier la faisabilité et mettre en œuvre les modalités de valorisation des TIC pour le suivi et la diffusion des données du secteur de l’eau et de l’assainissement | - | 50 000 | 500 000 | 15 000 | 15 000 | **580 000** |
| 6.4 | Renforcer ou mobiliser les compétences requises (effectifs et profils) au niveau de la DGESS pour les opérations de suivi-évaluation sectoriel | 284 200 | 174 000 | 174 000 | 174 000 | 174 000 | **980 200** |
| 6.5 | Structurer et mettre en œuvre les processus d’amélioration régulière de la politique nationale, des stratégies et instruments du secteur à travers la capitalisation des expériences en collaboration avec tous les professionnels du secteur | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 250 000 | **450 000** |
| 6.6 | Assurer la cohérence/synergie de la mise en œuvre des programmes sectoriels | 466 600 | 700 000 | 500 000 | 500 000 | 500 000 | **2 666 600** |
| 6.7 | Développer et mettre en œuvre les activités pertinentes pour ériger et maintenir l’eau et l’assainissement comme une priorité nationale de développement | - | 58 000 | 78 750 | 100 000 | 100 000 | **336 750** |
| 6.8 | Organiser deux sessions de formation des points focaux de la DGESS | 12 000 | 12 000 | 12 000 | 12 000 | 12 000 | **60 000** |
| 6.9 | Organiser des journées de programmation du programme pilotage et soutien | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | **25 000** |
| 6.10 | Elaborer le plan d’action prioritaire année N et N+2 du MEA | 8 000 | 8 000 | 8 000 | 8 000 | 8 000 | **40 000** |
| 6.11 | Elaborer le document de la programmation annuel du MEA | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | **50 000** |
| 6.12 | Organiser l’assemblée sectorielle des projets et programmes  |   | 0 | 0 | 0 |   | **0** |
| 6.13 | Assurer la mise en œuvre des recommandations des revues et/ou assemblées sectorielles des projets et programmes |   |   | 10 000 | 10 000 | 10 000 | **30 000** |
| 6.14 | Coordonner les actions de coopération dans le secteur et assurer un suivi des accords de coopération |   |   | 20 000 | 20 000 | 20 000 | **60 000** |
| 6.15 | Assurer un suivi régulier des projets et programmes |   |   | 40 000 | 40 000 | 40 000 | **120 000** |
| 6.16 | Elaborer le Plan Annuel de Performance du MEA | 5 000 | 7 000 | 7 000 | 7 000 | 7 000 | **33 000** |
| 6.17 | Organiser la revue sectorielle des projets et programmes  |   | 0 | 0 | 0 | 0 | **0** |
| **7.** | **Action 7 : Gestion des systèmes d'information, de la documentation et des archives** | **0** | **151 000** | **991 000** | **839 000** | **879 000** | **2 860 000** |
| 7.1 | Elaborer le Schéma Directeur Informatique du MEA |   |  42 000  |  -  |   |   |  **42 000**  |
| 7.2 | Conception et développement des applications métier (logiciel/bases de données)  |   |   |  360 000  |  250 000  |  278 000  |  **888 000**  |
| 7.3 | Déployer la connectivité réseau dans les structures du MEA | X |  28 000  |  160 000  |  150 000  |  150 000  |  **488 000**  |
| 7.4 | Elaborer et mettre en Œuvre un plan d'équipement du parc informatique du MEA | X |  10 000  |  150 000  |  170 000  |  182 000  |  **512 000**  |
| 7.5 | Assurer l'exploitation et la maintenance du système informatique du ministère | X |  35 000  |  42 000  |  42 000  |  42 000  |  **161 000**  |
| 7.6 | Renforcer les capacités du personnel pour l'usage optimal et sécurisé des TIC | X |  26 000  |  70 000  |  70 000  |  70 000  |  **236 000**  |
| 7.7 | Mettre en place et opérationnaliser un réseau d'archives et de documentation du MEA  | - | 10 000 | 40 000 | 25 000 | 25 000 | **100 000** |
| 7.8 | Traiter et numériser la masse documentaire en attente  | - | - | 53 000 | 24 000 | 24 000 | **101 000** |
| 7.9 | Elaborer et actualiser des outils de gestion des archives du MEA | - | - | 31 000 | 23 000 | 23 000 | **77 000** |
| 7.10 | Renforcer la connaissance des agents à travers les formations  |   |   | 60 000 | 60 000 | 60 000 | **180 000** |
| 7.11 | Recycler la masse documentaire |   |   | 25 000 | 25 000 | 25 000 | **75 000** |
| **8.** | **Action 8 : Renforcement de l’intégration du Genre et des Droits Humains dans le secteur de l’eau** | **186 900** | **177 600** | **160 000** | **160 000** | **160 000** | **844 500** |
| 8.1 | Elaborer et mettre en œuvre la stratégie pour la promotion du Genre et des Droits Humains | 183 900 | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 150 000 | **783 900** |
| 8.2 | Former les agents du MEA sur le concept genre et des droits humains et veiller à la prise en compte de ces thématiques dans les stratégies et plans d'actions | 3000 | 5 000 | 10000 | 10000 | 10000 | **38 000** |
| 8.3 | Mettre à la disposition de la DRH du Ministère chargé de l’eau, les outils et moyens nécessaires à la promotion du Genre dans la gestion et le développement du personnel du ministère. | - | 22 600 | - | - | - | **22 600** |
| **9.** | **Action 9 : Promotion du partenariat** | **1 066 300** | **1 022 400** | **949 900** | **974 700** | **990 100** | **5 003 400** |
| 9.1 | Etablir et animer un cadre de dialogue spécifique entre le ministère en charge de l’eau et les opérateurs privés du secteur | 16 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | **36 000** |
| 9.2 | Etablir et appliquer des procédures plus rigoureuses d’agrément des opérateurs privés assorti d’un mécanisme de suivi et d’audit régulier | 36 750 | 30 150 | 6 600 | - | 6 600 | **80 100** |
| 9.3 | Développer et mettre en œuvre des mécanismes d’appui aux initiatives de+B95s collectifs d’opérateurs privés du secteur visant leur structuration et l’amélioration de leurs performances | 144 000 | 152 800 | 152 800 | 152 800 | 152 800 | **755 200** |
| 9.4 | Réaliser l’étude pour identifier les leviers de promotion du PPP | **-** | 40 200 | - | - | - | **40 200** |
| 9.5 | Mettre en œuvre les recommandations de l’étude sur les leviers de promotion du PPP | 0 | 0 | - | 31 400 | 40 200 | **71 600** |
| 9.6 | Etablir et animer une plateforme de concertation et d’échange entre le Ministère chargé de l’eau et les OSC du secteur | 15 250 | 7 750 | 9 000 | 9 000 | 9 000 | **50 000** |
| 9.7 | Elaborer et mettre en œuvre les mécanismes pour le renforcement des capacités des ONG affiliées au ministère en charge de l’eau | 97 600 | 75 000 | 75 000 | 75 000 | 75 000 | **397 600** |
| 9.8 | Elaborer et contrôler le respect des modalités et procédures de collaboration entre les OSC et les institutions publiques sectorielles | 34 100 | 11 500 | 1 500 | 1 500 | 1 500 | **50 100** |
| 9.9 | Elaborer et mettre en œuvre les mécanismes de financement des OSC pour le développement des services et la veille et le contrôle citoyens | 722 600 | 700 000 | 700 000 | 700 000 | 700 000 | **3 522 600** |
| **TOTAL GENERAL** | **26 441 700** |

# MODALITES DE FINANCEMENT

Le PGEA ne disposant pas de financement acquis à son démarrage, l’ensemble des coûts évalués dans le cadre de ce Plan d’Action Opérationnel correspondent aux besoins de financement.Le PAO 2016-2020 sera financé à environ 15% par le Gouvernement burkinabé à partir du budget national, soit un montant total de 3,966 milliards de FCFA.

Le reste des besoins de financement sera couvert par les Partenaires au développement soit une contribution total de 22,475 milliards de FCFA représentant 85% du budget du PAO.

Toutefois, il est a souligné que le plan de financement globale du PGEA vise une responsabilité dégressive des partenaires au développement, qui sera compensée par une responsabilité progressive du Gouvernement, dans l’optique de la pérennité et de la durabilité.

Tableau 7 : Sources de financement du PGEA sur la période 2016 - 2020

|  |  |
| --- | --- |
| **Ressources** |  |
| **2016 – 2020**  |
| **Montant** | **%** |
| Budget national | 3 966 255 | 15% |
| Partenaires de développement  | 22 475 445 | 85% |
| **Total** | **26 441 700** | **100%** |

# HYPOTHESES ET RISQUES DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION 2016 - 2020

## Hypothèses/prérequis

La mise en œuvre du PGEA repose sur la principale hypothèse logique suivante : **les actions développées permettent l’amélioration de la gouvernance du secteur qui se traduira par l’efficacité du secteur (la réalisation des résultats attendus) et la durabilité de ses réalisations.** Cette hypothèse logique sera vérifiée lors des évaluations qui seront conduites tout au long de la mise en œuvre du programme et les actions prévues seront recadrées si nécessaire pour assurer l’atteinte des objectifs spécifiques et de l’objectif global du programme.

La mise en œuvre du PGEA est conditionnée par les principaux prérequis suivants en lien avec les orientations stratégiques :

1. La mobilisation des financements requis pour le programme : la disponibilité de ressources suffisantes correspondant aux besoins et à la planification des actions est une condition essentielle de la réussite du programme.
2. La volonté politique pour la souveraineté progressive de l’Etat dans le financement du secteur : même si l’accroissement progressif des ressources internes ou fonds propres de l’Etat dans le financement du secteur est inscrite dans la politique nationale de l’eau, son application reste fortement liée à l’arbitrage politique de la place accordée au secteur par rapport aux autres priorités nationales. Compte-tenu du caractère stratégique du secteur de l’eau et en particulier du PGEA, il est impératif que l’Etat garantisse le financement adéquat du PGEA et réduisent la dépendance et la vulnérabilité induite par l’aide extérieure.
3. La volonté et le leadership politiques dans la conception et la mise en œuvre des réformes institutionnelles prévues par le programme. Ces réformes institutionnelles représentent la clé de voûte du PGEA. Le portage politique de leur conception et de leur mise en œuvre est la condition essentielle pour surmonter les résistances et réticences probables aux changements.
4. La mise en place des compétences managériales et techniques au niveau de la DGESS pour l’exécution du programme. La réussite du PGEA nécessite que le personnel de la DGESS soit constitué des expertises nécessaires et indispensables pour la réussite du programme.

Ces conditions doivent être réunies pour permettre une mise en œuvre efficace du PGEA.

## Risques et mesures d’atténuation

Tableau 8: Risques, obstacles et mesures d’atténuation

| **Risques** | **Principaux risques et obstacles** | **Mesures d’atténuation** |
| --- | --- | --- |
| Contextuel | Instabilité politique pouvant perturber ou compromettre le fonctionnement de l’administration ou la mise en œuvre de l’aide au développement | Hors de portée du programme |
| Instabilité sociale suite à la revendication de leurs droits par les citoyens | Prévention par le dialogue et la concertationRenforcement des mécanismes transparence et de reddition des comptes |
| Institutionnels | Faible intérêt/volonté politique de prioriser le secteur ou assurer la souveraineté de l’Etat pour son financement | Amélioration de l'efficacité du secteur pour le mettre en position favorable pendant les arbitrages budgétairesValorisation des résultats du secteur à travers un suivi-évaluation et une communication plus efficacesMobilisation de la société civile pour le plaidoyer |
| Insuffisance des financements | Plaidoyer du Ministère chargé de l’eau auprès des bailleurs y compris Ministère des financesEfforts du Ministère chargé de l’eau pour montrer des résultats probants en priorisant les leviers stratégiques dès la première phase du PGEA |
| Faible volonté de collaboration des autres ministères concernés | Plaidoyer du Ministère chargé de l’eau auprès du gouvernement |
| Programmatiques | Conflits avec les autres programmes de la politique nationale de l’eau | Prévention par le dialogue et la concertationMise en place d'un cadre logique intégré de tous les programmes de la politique nationale de l'eau |

1. MARHASA, 2015, Formulation du Programme Gouvernance du secteur Eau et Assainissement  rapport de diagnostic, version finale, mars 2015. [↑](#footnote-ref-1)